

## RESOLUTION DU 73ème CONGRES DE L'UNEF

---

Depuis notre 72ème Congrès de St-Etienne, des événements importants ont marqué le pays et l'Université.

La poursuite de la politique élitiste et la dégradation de nos conditions de vie et d'études ont franchi un nouveau cap.

Dans le même temps, le mouvement étudiant a connu des temps forts, obtenu des succès. Les manifestations de l'automne dernier contre le budget, la grève des loyers des résidents de NANTERRE et d'ANTONY, la lutte des étudiants de LILLE, ont démontré l'avigueur du mécontentement et les possibilités de rassemblement chez les étudiants. Cela est confirmé en cette rentrée plus catastrophique que jamais, par l'ensemble des luttes en cours. Un nouveau mouvement est né qui se fixe l'objectif ambitieux de gagner l'augmentation du budget, fac par fac, et au niveau National.

### I LA SITUATION A L'UNIVERSITE .

Des élections présidentielles et législatives ont donné à la France une nouvelle majorité politique et un nouveau gouvernement. Les conditions dans lesquelles ce nouveau gouvernement s'installe sont caractérisées par une aggravation de la crise qui touche l'ensemble des domaines de la société : crise de l'emploi, crise de l'enseignement, mais aussi crise culturelle et éthique. Les dernières manifestations de ces phénomènes apparaissent clairement dans la baisse du pouvoir d'achat, dans le chômage, dans la rentrée scolaire et universitaire catastrophique.

La jeunesse est particulièrement victime de ces difficultés. Elle n'en constitue pas moins un enjeu pour trouver une issue à cette situation, qui se caractérise par plusieurs phénomènes.

### L'EXCLUSION

Reporte à deux niveaux.

Au niveau social en interdisant à une frange de la jeunesse issue des classes les plus démunies, d'envisager la continuation de leurs études pour cause financière.

Au niveau de l'accès à l'enseignement supérieur: en fixant des règles arbitraires pour limiter le nombre des premières inscriptions, mais aussi en cours de cursus, avec la multiplication des numéros d'inscriptions à l'entrée des deuxièmes et troisièmes cycles, et en excluant de plus en plus d'étudiants étrangers.

## L'ÉCHEC ET L'ABANDON

50 % des étudiants échouent ou abandonnent en première année.

20 % d'étudiants obtiennent le DEUG en 2 ans.

Le salariat étudiant se généralise, souvent de façon précaire .

Dès le premier cycle, plusieurs centaines de milliers de jeunes sont en situation d'échec.

## UNE POLITIQUE ELITISTE .

Le gouvernement se livre à une grande recomposition du système universitaire fondée sur l'élitisme pour mieux répondre aux choix économiques décidés de plus en plus souvent dans le cadre du Marché Unique Européen (M.U.E.).

L'éclatement du système est consacré. Grandes Ecoles et filières professionnalisées se développent au détriment des filières classiques.

La base de cet édifice repose sur des budgets d'austérité, les financements dépendant pour une part croissante des entreprises ou des collectivités territoriales qui opèrent les choix des formations.

Si cette politique nourrit l'illusion d'une amélioration financière dans certaines filières, elle mène à une aggravation des conditions de vie et d'études du plus grand nombre.

Elle ne laisse personne à l'abri d'une éventuelle réorientation des stratégies économiques, et conduit à la disparition progressive de la pluridisciplinarité des filières, à l'abandon de pans entiers de formations, à l'éradication du débat, de la recherche, de la confrontation d'idées.

-Manque d'enseignants chercheurs, avec ses conséquences sur le contenu des formations, et baisse du taux d'encadrement;

-Manque d'ingénieurs, agents, techniciens et ouvriers de service (ATOS).

-Abaissement du niveau de formation et dégradation du niveau de recrutement des maîtres et des professeurs;

-Précarité du statut des personnels enseignants (vacataires) ou non (TUC);

-Infrastructures vétustes, inadaptées et insuffisantes ;

-Augmentation de la contribution financière de chaque étudiant.

Au bout du chemin, encore et toujours, l'exclusion et la sélection .

La remise en cause implicite des diplômes nationaux par la multiplication des diplômes d'Université, la mise en concurrence des facs (existence du Comité National d'évaluation) accentuent l'éclatement et la déréglementation du système de formation.

La création des antennes délocalisées va dans le même sens. Déplaçant la question du financement vers les collectivités territoriales ou le privé, ces antennes accroissent les inégalités entre étudiants : coupure entre le premier et le deuxième cycle, enseignement dévalorisé, assuré par les vacataires, lieux d'études inappropriés.

## LA STRATEGIE GOUVERNEMENTALE

Les premiers mois du gouvernement n'ont pas marqué une inversion de la tendance. Malgré les déclarations d'intentions de M. JOSPIN, la politique d'austérité est poursuivie. Les grandes orientations de 1984 sont toujours en vigueur.

Si les luttes de l'hiver 1987/88 ont contraint le gouvernement à un coup de pouce budgétaire, les 11,2 milliards de francs supplémentaires ainsi alloués à l'Education Nationale pour 1989 montrent l'inanité des demi-mesures, et illustrent le refus du gouvernement d'investir dans l'enseignement supérieur au niveau des besoins.

Rien n'a été fait pour régler les problèmes les plus urgents. Au contraire, les premiers actes sont des actes de renoncement:

- Acceptation de la sélection dès l'inscription.
- Acceptation des conditions de vie précaires faites aux étudiants : manque de chambres en Cité U, bourses dévalorisées et en petit nombre.
- Refus de réviser les textes les plus rétrogrades : Décret VALADE sur les CROUS, loi BARZACH, décret sur les enseignants vacataires, la loi raciste PASQUA.
- Refus de faire voter un collectif budgétaire pour corriger les carences du budget précédent et de s'engager immédiatement dans l'adoption d'une loi de programmation pour l'enseignement supérieur.
- Refus de s'engager dans la lutte contre l'échec et l'abandon.

Ainsi, lorsque l'ébullition médiatique autour des mesures d'urgence retombe, il reste une situation désastreuse génératrice de drames humains insupportables et inacceptables.

Pour les étudiants, ces évolutions se traduisent par des difficultés nouvelles. Leur situation s'aggrave; ils sont plus nombreux que jamais à en être atteints. D'une façon ou d'une autre, rares sont ceux qui vivent à l'Université à l'écart des inquiétudes, des problèmes, de l'exclusion ou de la sélection.

## UN PROJET ET UNE ARME IDEOLOGIQUE A LA FOIS : L'EUROPE

Le Marché Unique Européen est présenté comme la dernière chance à saisir. Cette perspective présentée comme le développement de la coopération en dehors des frontières nationales érigées, appuyée par une bataille idéologique de grande ampleur, n'est pas sans rencontrer certains échos, notamment auprès de la jeunesse.

Comme si l'éclatement des frontières de douze pays connaissant, à des degrés divers, une crise de même nature, résoudrait la situation, et ce, sans modifier les choix structurels et économiques qui nous ont conduits à cet abîme.

Il convient de voir que l'on dévoie les aspirations légitimes des peuples d'Europe, en leur parlant de coopération, alors qu'il s'agit de restructuration lourde de menaces sur leur avenir.

D'ores et déjà, les prévisions sont sombres avec le Marché Unique Européen.

-Restructuration complète de la production à l'échelle européenne devant entraîner une mobilité de la main d'oeuvre, entraînant des suppressions massives d'emploi.

-Nivellement de tous les statuts, de tous les acquis sociaux par le bas.

-Restructuration du secteur public et disparition de ses missions.

Au niveau de la formation supérieure, les conséquences du M.U.E. sont contenues dans le projet ERASMUS. C'est la création d'un système dual où une poignée d'étudiants constituera une élite recrutée au sommet de l'échelle sociale, tandis que la masse des autres demeurera cantonnée dans des formations dévalorisées et sans perspectives, d'autant qu'au nom de la coopération avec les pays de la C.E.E., on développe la ségrégation à l'encontre des autres étudiants étrangers:

De tels projets nourrissent aujourd'hui le désengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur, quasiment continu depuis 1968, et qui s'accélère dans la perspective du M.U.E.

## II NOTRE DEMARCHE, NOS OBJECTIFS, NOS MOYENS .

---

Pourtant, il est possible de faire autrement. Par leur nombre, les étudiants peuvent imposer d'autres choix; l'expérience le montre.

La réponse à l'aggravation de notre situation, c'est le rassemblement des étudiants, leur bouclier pour défendre leurs droits.

C'est pourquoi l'UNEF, dont la vocation est la défense des intérêts des étudiants, se fixe l'objectif de ce rassemblement, pour se défendre et pour changer le cours des choses à l'Université.

## FAIRE GRANDIR LA RIPOSTE, ANCRER ET CONSOLIDER LE RASSEMBLEMENT .

La politique du gouvernement provoque un profond mécontentement. Assez de barrages, assez d'exclusions. Le passif de l'Université est lourd, et ce n'est pas de maladie éruptive que furent atteints les étudiants en 1986.

Bien sûr, le mécontentement n'entraîne pas forcément l'action; lutter, c'est avoir des perspectives de victoire. Mais les luttes contre le budget 1988 de VALADE montrent le climat de contestation nouveau à l'Université.

Ainsi, durant ce mouvement, l'UNEF a su être à l'initiative, et offensive à la rentrée en prenant en compte la profondeur du mécontentement et les capacités de riposte des étudiants face à la dégradation de leur situation. Ce mouvement fut bien le plus massif de ces dix dernières années, excepté celui contre le projet DEVAQUET; parce que notre attitude combative permit de proposer l'action à tous les étudiants.

Et notre volonté, à chaque stade de cette action, que les plus déterminés d'entre eux se responsabilisent, que les autres se rassemblent, a aidé à la mise en place de structures larges, ouvertes, dans chacune de nos facs, au plan parisien comme au plan national.

Ce fut un bon moyen pour élargir la lutte.

L'échec des manoeuvres de l'UNEF-ID qui a tenté de saboter le mouvement en étant contrainte de s'y associer ensuite, témoigne de l'ampleur de la mobilisation -étroitement liée à l'acuité des difficultés locales- et de notre rôle de force d'entraînement pour le rassemblement des étudiants.

Cependant, il y eut encore bien des freins et des pesanteurs dans le comportement des adhérents dans le mouvement.

Que ce soit par notre tendance à pêcher par formalisme dans la structuration du mouvement (peut-être par peur du passé ou de se faire devancer) ou par notre absence de souplesse dans les débats qui nous poussait à mesurer nos revendications comme un préalable au rassemblement.

De même, la sous-estimation de l'effort à fournir par les adhérents dans leur I.D. ou leur amphi pour faire grandir la mobilisation a freiné d'autant le rassemblement.

Cependant, ce qui se passe en cette rentrée témoigne bien de l'ampleur du mouvement de l'an passé. Partout des ripostes ont démarré, d'initiatives diverses à LILLE I, ROUEN, METZ, ou PARIS VIII.

Ce sont plusieurs dizaines de milliers d'étudiants qui ont pris conscience de la nécessité d'exiger ensemble des crédits d'urgence et le doublement du budget de l'Education Nationale.

L'idée que d'autres choix sont possibles a progressé chez eux, comme celle de prendre l'argent au surarmement pour le transférer à l'Education Nationale.

Cette dynamique s'est appuyée sur la tenue d'assemblées générales, de comités d'UFR, d'inter-facs, et la circulation d'une pétition nationale.

Le seul critère qui guide notre pratique syndicale, c'est l'intérêt des étudiants. A tous ceux qui sont attachés au service public de l'enseignement supérieur, à tous ceux qui n'ont pas accès à la filière de leur choix, aux exclus de l'Université, à tous ceux à qui l'on exige de verser des droits supplémentaires, à tous ceux qui connaissent les ID et amphis surchargés, à tous ceux qui auraient besoin d'une bourse et à qui on la refuse, nous proposons le rassemblement.

D'une façon générale, nous nous adressons à tous ceux qui, à un degré ou à un autre, sont touchés par la politique universitaire du gouvernement, pour leur dire : "Rassemblés et unis dans l'action, nous pouvons nous défendre et changer les choses".

Le climat social et politique nouveau qui régné dans le pays, les idées qui ont avancé depuis notre dernier Congrès, les convergences nouvelles qui se dessinent dans les luttes entre les diverses catégories, favorise plus que jamais les possibilités de ce rassemblement.

Les luttes ont prouvé la capacité des étudiants à se rassembler pour se défendre, pour gagner.

Au syndicat, sur le terrain, d'agir résolument avec eux pour se lancer ou poursuivre le débat, aider à la mobilisation, en informant, en proposant des perspectives, et en montrant par exemple que les crédits qu'on nous refuse alimentent largement les industries de guerre.

Les luttes ont montré la volonté des étudiants de prendre eux-mêmes en main la défense de leurs revendications, refusant délégations de pouvoir et récupération, affirmant leur volonté de décider des formes, de la conduite et de l'organisation de leurs batailles. La démocratie directe a prouvé son efficacité dans le déroulement des luttes.

Au syndicat d'impulser la tenue d'assemblées générales, de contribuer à ce que chacun puisse prendre sa place dans l'action à tous les niveaux, et choisisse la forme d'organisation la plus efficace, en lien avec l'état de la mobilisation (comités de grève, comités de luttes ...).

Une importante frange d'étudiants dans nos amphithéâtres, est durablement mobilisée (journaux, associations locales, foyers, clubs, ...). L'efficacité exige que des contacts fréquents se nouent avec tous.

A l'écoute des étudiants, il convient d'impulser les formes d'organisation adéquates au rassemblement le plus massif et unitaire de tous les étudiants mécontents.

Cela sans schéma pré-établi, avec le seul souci de l'efficacité : que chacun soit propriétaire de sa lutte.

Nous voulons faire grandir la riposte, consolider et ancrer le rassemblement des étudiants pour nous défendre le plus efficacement possible, pour en finir avec la sélection sociale, gagner les moyens nécessaires à de bonnes conditions d'études : nous ne nous accrochons ni des mots d'ordre pré-fabriqués, ni des habitudes d'organisation des luttes ou de revendications qui pourraient nous couper des étudiants, freiner notre démarche, affaiblir le mouvement étudiant.

Rassemblons toutes les forces qui contribuent à notre défense, contre l'austérité : tous unis dans l'action, ne laissons aucune porte ouverte, ni à la résignation, ni à la division, ni au sectarisme.

Dans ce climat, la place naturelle du syndicat, de chaque adhérent est dans, et au bas de son amphi pour informer, nourrir le débat, proposer des moyens d'action permettant au mécontentement -majoritaire- de déboucher sur les formes d'action les plus efficaces.

Cela au niveau d'un amphi ou d'une UFR, jusqu'au plan national.

Il ne suffit pas que chacun s'accorde à se plaindre du manque de place en I.D., il faut nous donner les moyens d'y remédier. Forts de notre nombre et de notre unité, c'est en développant les luttes que ces mesures sélectives pourront être rejetées.

Nous disions que les luttes ont montré la capacité des étudiants à se rassembler pour se défendre. A nous de nous en saisir, même si l'on ne se situe pas dans une période "aigüe", intense de mobilisation.

Ce n'est pas une "espèce" différente d'étudiants qui vient alors s'asseoir dans les amphis. Face aux difficultés qui se poursuivent, notre démarche doit persévérer; le syndicat n'a pas à se replier sur lui-même. Le débat doit être maintenu entre tous ceux qui vivent les mêmes situations, les mêmes barrages pour choisir, voire inventer les formes d'action adéquates à la période pour défendre notre droit aux études.

#### ANIMER LA FAC

L'aggravation de nos conditions d'études, la mise en place accélérée de l'élitisme exige que les étudiants sachent toujours mieux se défendre. Cela va de pair avec le développement de la solidarité étudiante, avec l'animation des foyers étudiants, des coopératives UNEF, utiles aux étudiants comme au mouvement étudiant.

#### L'ASSOCIATION UNEF : LE POLE DU RASSEMBLEMENT

Au coeur de notre démarche se trouve l'association UNEF du centre universitaire, ou de l'amphi.

Savoir appréhender chaque difficulté vécue par les étudiants pour en faire un terrain de rassemblement exige une haute sensibilité aux situations concrètes que connaissent les étudiants. Ainsi l'association UNEF est en position à tout moment de rassembler ceux qui y ont intérêt. Dans les luttes, l'association se met au service du rassemblement en veillant à ce que les étudiants restent en permanence les propriétaires de leur action.

Pour l'UNEF, elle est l'outil qui permet d'animer cette démarche sur tous les terrains et en permanence, en informant les étudiants, en mettant les propositions de l'UNEF en débat, en étant sans cesse disponible pour l'action. C'est un pôle de rassemblement dans la fac parce qu'elle regroupe les étudiants les plus offensifs, les plus décidés à ne rien laisser passer, à rassembler pour gagner.

Les associations doivent être plus fortes et plus nombreuses car chaque nouvel adhérent est un potentiel supplémentaire de rassemblement à la fac; aussi, proposons à tous ces étudiants de rejoindre leur association UNEF, pour être informés et actifs en permanence, pour être encore mieux armés pour se défendre. L'adhésion n'est pas un préalable à l'action commune. Mais avec sa volonté constante de rassembler, l'association UNEF apparaît telle qu'elle est, ouverte et combative, elle est donc mieux à même de se renforcer.

La démocratie dans l'association UNEF, l'expression libre de tous les syndiqués du centre universitaire, de l'UFR ou de l'amphi, permet à l'association de vivre au plus près des réalités et des préoccupations des étudiants. Elle permet la discussion et la réflexion sur les conditions de vie et d'études pour décider de l'intervention à avoir, pour déployer pleinement la démarche du rassemblement.

Les directions d'AGE tournent toute entière leur activité vers le développement des associations et l'implantation de nouvelles. Chaque membre d'un bureau d'AGE a la responsabilité d'aider une association, d'y favoriser l'expression démocratique des adhérents et veille à la répartition des responsabilités. Ce style de travail -minutieux et ambitieux- ouvre la perspective d'une explosion de la pratique du rassemblement partout où des jeunes étudient et où ils y ont intérêt, y compris dans les I.U.I. et dans les antennes délocalisées.

La démocratie, nous voulons la faire vivre aussi à l'Université, notamment au travers des élections universitaires.

## LES ELECTIONS UNIVERSITAIRES

Participer aux prises de décision à la fac, avoir son mot à dire sur les choix faits à l'Université au plan de la formation, mais aussi des débouchés et des conditions de vie, ça devrait aller de soi si l'Université était démocratique.

Pourtant, la réalité est toute autre, même si des consultations électorales sont organisées bien souvent à la sauvette dans les facs qui ont daigné adopter des statuts conformes à la loi SAVARY. De nombreux conseils d'UER et d'Université n'ont pas été renouvelés depuis cinq ans et toutes les décisions sont prises par des structures sclérosées d'où sont exclus, de fait, les étudiants.

Lorsque les élections étudiantes sont organisées, nous avons trop souvent à déplorer le manque d'information sur le rôle des conseils, des élus étudiants, et sur le fonctionnement de l'Université.

Dans ces conditions, les conseils de facs dans lesquels les étudiants sont sous-représentés apparaissent comme une chambre d'enregistrement des décisions prises par les mandarins et l'administration, et les élections sont considérées par les étudiants comme une opération étrangère à leurs préoccupations .

Tout cela explique pour une large part le taux ridicule de participation aux élections universitaires (12 % en moyenne) qui contraste avec la forte participation des étudiants aux luttes menées depuis 1986 .

Cette situation pose en grand la question de ce type d'élections et du rassemblement des étudiants pour transformer cet état de fait.

L'ampleur des attaques portées à la fac et à notre formation nécessite un effort particulier du syndicat pour que ces élections deviennent réellement un moyen d'expression de tous les étudiants sur leurs études et leurs conditions de vie. Les étudiants -majoritairement- hostiles à la sélection et attachés à la défense du droit aux études pour tous- doivent être représentés et faire entendre leur voix dans les structures décisionnelles de la fac.

C'est d'autant plus nécessaire que les forces défendant l'élitisme à l'Université se remobilisent avec l'UMI et le CELF .

Quant aux candidats de l'UNEF-ID, s'ils tiennent un langage revendicatif dans leur profession de foi, c'est pour mieux voter, une fois élus, les budgets d'austérité de la fac et d'adopter les mesures les plus néfastes dans le dos des étudiants. Même dans les villes où ce n'est pas le cas, l'UNEF-ID et ses élus se placent dans une optique différente de la notre , en ne proposant aucune solution alternative à la pénurie. Ceci est un frein aux revendications des étudiants qui recherchent des perspectives concrètes à la mobilisation.

Nous avons besoin plus que jamais que les listes présentées ou soutenues par l'UNEF soient composées des étudiants les plus combatifs, les plus actifs dans les luttes menées contre la sélection et pour l'amélioration de nos conditions de vie et d'études à la fac.

Aujourd'hui, le rôle de l'élu étudiant est encore trop limité et le hiatus entre les élections universitaires et la masse des étudiants demeure. Il doit y avoir une continuité logique entre les luttes menées à la fac et les consultations électorales.

Il nous faut combattre notre tendance à considérer les élections de manière interne, comme un thermomètre de la force du syndicat par rapport aux autres organisations, ce qui rend nos candidats et nos élus extérieurs aux étudiants et freine le rassemblement.

L'élu utile et efficace, ce doit être l'élu de tous les étudiants, l'élu de son amphitheâtre ou de son T.D. : c'est un atout décisif pour faire entendre la voix des étudiants à la fac; c'est un plus pour le rassemblement et les luttes, c'est celui qui combattra dans les conseils toutes les mesures néfastes et qui saura en informer les étudiants pour créer la mobilisation.

Cela signifie que la recherche des candidats doit se faire dans cet esprit là, de manière large, publique, en provoquant la discussion dans chaque amphithéâtre sur le choix du candidat et sur le contenu de la plate-forme revendicative.

Les étudiants les plus en avant dans les luttes, les plus appréciés pour leur sens du dialogue et leur combativité sont les meilleurs représentants des étudiants dans les conseils. Il s'agit donc de rendre les étudiants plus propriétaires de ces élections.

Cela suppose en particulier de mieux discuter avec toutes les associations indépendantes, pour ne pas les considérer en rivales mais en partenaires de la fac avec qui il est possible de constituer des listes unitaires et de rassemblement pour la défense du droit aux études. Rendre ces listes largement majoritaires à l'Université pour permettre aux étudiants de se défendre contre la sélection et la dégradation des conditions d'études, tel est l'objectif du syndicat

### LES GRANDS AXES REVENDICATIFS

Pour atteindre les objectifs que nous nous fixons et dans le cadre de notre démarche de rassemblement, l'UNEF tient à réaffirmer un certain nombre de revendications qui, sans être exhaustives, fixent le cadre de notre activité dans les mois à venir; ces revendications nourriront les luttes à moyen et long termes.

a) Le maintien et le développement d'un grand service public de l'Enseignement Supérieur est le seul moyen de garantir l'égal accès de tous à l'Université, le droit de tout jeune à une formation de qualité et le respect des principes constitutionnels. Le financement public de l'Enseignement Supérieur, pris en charge par le budget de l'Etat, est le seul mode de financement apte à garantir l'égalité de tous les jeunes face aux études supérieures, et l'égalité des contribuables face à la charge qu'il représente. L'Enseignement supérieur ne doit plus être considéré comme un coût, mais comme un investissement, puisque les Universités forment les cadres dont le pays a besoin.

b) Collecter la taxe d'apprentissage puis la répartir équitablement entre les Universités.

c) faire vivre une pédagogie active et ouverte sur le monde.

d) Répondre aux besoins nouveaux en qualification que les nouvelles technologies induisent, nécessite la démocratisation de l'Enseignement supérieur, exige que l'Université soit ouverte à tous, quelque soit le milieu social d'origine. Pour cela, il faut combattre toute forme de sélection. En particulier, il faut combattre la sélection sociale sous toutes ses formes.

\* L'aide sociale doit permettre à tout bachelier qui le souhaite d'entrer à l'Université et d'y poursuivre ses études dans de bonnes conditions grâce au logement, à la restauration universitaire, ainsi que le FSU (Fonds de Solidarité Universitaire) et le SLEE (Service Liaison Etudiant entreprise). Mais le Ministère, par l'intermédiaire du CNO, fait le choix politique inverse.

Pour que l'aide sociale joue son rôle, il faut

- Multiplier par deux le taux et le nombre des bourses et obtenir leur mensualisation;
- Maintien pour tous les étudiants en situation d'échec de toutes les aides sociales;
- Demander l'abrogation du décret VALADE du 5 Mars 1987 qui pousse les CROUS à la privatisation;
- Rénover les Cités-U et les R.U. existants et en construire de nouveaux pour répondre aux demandes ;
- Etablir le 0 Franc de droits d'inscriptions et ainsi réhabiliter la gratuité de l'enseignement;
- Rétablir la parité Etat-Etudiant dans le prix du ticket de R.U.;
- Etablir la gratuité de la Sécurité Sociale Etudiante;
- De même, les luttes pour défendre le mutualisme étudiant doivent rester un temps fort de notre activité : pour cela, exigeons une véritable participation des étudiants à la gestion de leur mutuelle et le retour à la cotisation unique.

\*En finir avec la sélection par l'échec et l'abandon en multipliant par deux le taux d'encadrement.

\*Abroger la loi BARZACH-VALADE instituant en médecine une formation à deux vitesses.

\*Construire de nouvelles Universités et mettre en place les filières manquantes dans les Universités existantes.

\*Stopper toute discrimination raciale en développant les structures d'accueil et d'aide sociale aux Etudiants étrangers : cours de soutien en Français, accueil en Cité-U sur critères sociaux et en supprimant toute forme de quotas, facilités d'obtention de la carte de séjour.

\*Abrogation de la loi PASQUA et de la circulaire JO'E-MASSOT.

\*La décentralisation des Universités doit faciliter l'accès de jeunes en leur permettant d'étudier au plus près de leur lieu de vie. Aussi l'UNEF exige la transformation des antennes délocalisées en véritables Universités.

\*Nous exigeons que chaque région dispose d'au moins une Université pluridisciplinaire, qui dispense un enseignement en langue régionale (Corse, Breton, Basque, Occitan, Alsacien, etc...). Nous demandons que les Universités défendent et promeuvent ces langues.

En termes financiers, la mise en place de ces mesures appelle: le doublement du budget de l'Enseignement Supérieur pour qu'il atteigne 1% du PIB et arrive au niveau des autres pays industrialisés.

Ceci est possible en prélevant des crédits sur ceux du surarmement. Il est inadmissible que la France engloutisse des sommes astronomiques dans la construction d'armes chimiques et offensives alors que les Universités vivent dans la misère.

e) Chaque composante de l'Université (personnel enseignant, ATOS et étudiants) doit prendre une part active aux prises de décisions. Pour cela, il est indispensable de développer la concertation à tous les niveaux :

- National, par une revalorisation du rôle du CNESER et le renouvellement des élus étudiants, par un développement de la concertation entre le Ministère et toutes les composantes du mouvement étudiant.

- Local, par l'organisation d'élections dans toutes les Universités avec une augmentation de la représentation étudiante.

f) Concernant le Service National militaire ou civil, nous exigeons leur réduction à six mois et leur report automatique jusqu'à la fin des études. En ce qui concerne le Service militaire, nous exigeons la reconsidération de son contenu. Nous soutenons les objecteurs de conscience contre les tracasseries administratives dont ils sont victimes, ainsi que les insoumis.

g) Nous nous prononçons pour le développement de la coopération internationale entre les Universités.

Les échanges d'étudiants sont un enrichissement pour les étudiants eux-mêmes et pour l'Enseignement Supérieur. Favorisons les par la mise en place de bourses sur critères sociaux.

Ces échanges ne doivent pas se limiter aux pays de la CEE, mais s'étendre à tous les pays et ainsi rompre avec la logique du Marché Unique Européen.

h) Nous demandons le développement de l'accès des salariés à l'Enseignement Supérieur

### III L'UNEF DANS LE MOUVEMENT ETUDIANT INTERNATIONAL .

L'année écoulée a été marquée par l'instauration d'un climat nouveau dans les relations internationales. Les premiers accords de désarmement ont été signés puis ratifiés, les tensions se sont apaisées entre les grands et de nombreux conflits sont en voie de règlement politique sous la médiation de l'O.N.U.

Ces transformations sont profondes et de grande portée. Elles favorisent l'instauration de coopérations nouvelles entre les nations. Plus que jamais, le rassemblement et l'action des jeunes pour la Paix, le Désarmement, pour consacrer les dépenses militaires à l'éducation et au développement sont à l'ordre du jour partout dans le monde. Des perspectives de progrès considérables existent.

Parce que les jeunes sont révoltés par la misère et le sous-développement de milliards d'êtres humains d'un côté, par le gâchis du surarmement de l'autre, ils peuvent se rassembler par millions dans le monde pour obliger à l'arrêt définitif de la course aux armements, pour l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde, pour que soient prises d'urgence les initiatives internationales afin d'éviter un désastre écologique mondial.

Parce qu'ils sont révoltés par le racisme et l'âpreté de la répression en Afrique du Sud, ils peuvent s'unir et agir par millions dans le monde pour abattre l'apartheid, pour abolir toutes les complicités dont il jouit.

De même, les étudiants se battent pour que cessent la propagande et les agressions racistes dans leur propre pays et pour l'égalité des droits entre immigrants et nationaux.

Révoltés aussi par le martyr des jeunes palestiniens , ils peuvent encore se rassembler par millions dans leur diversité pour aider ce peuple à reconquérir ses droits à une terre et un Etat.

Dénonçant également le caractère intolérable de la situation coloniale en Nouvelle Calédonie, l'UNEF soutient le peuple Kanak dans sa lutte pour l'indépendance .

L'UNEF condamne la répression violente qui a eu lieu en Algérie et soutient la jeunesse Algérienne dans sa lutte pour plus de démocratie et de libertés.

Partout dans le monde, nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, la jouissance pour tous des droits fondamentaux.

En Europe, l'arbitraire n'est pas absent. Ainsi, depuis le 6 juillet 1987, Jean-Philippe Casabonne, un étudiant français, est détenu sans preuves en Espagne. Il est accusé de collaboration à bande armée. Depuis son arrestation, son intégrité physique et morale est atteinte. Nous réclamons la libération immédiate de J-P Casabonne et tenons à dénoncer le silence complice des autorités françaises dans cette affaire.

C'est bien l'exigence du désarmement et l'espoir de la fin de toute domination impérialiste qui constituent les bases les plus justes et les plus rassembleuses de toute action sur les questions internationales.

L'UNEF est attachée à son appartenance à l'Union Internationale des Etudiants (UIE), qui peut jouer un rôle majeur dans l'essor des luttes et du rassemblement des étudiants pour la paix, pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, pour la solidarité avec l'ANC, contre l'apartheid et pour la libération de Nelson MANDELA, pour le soutien à l'OLP contre la répression israélienne, pour tous les progrès dans la voie de la libération des peuples et à la jeunesse algérienne dans sa lutte pour la démocratie et la liberté.

Avec la Conférence des Etudiants, la coopération entre les étudiants d'Europe peut contribuer à combattre les orientations élitistes du projet ERASMUS pour promouvoir et étendre de vrais échanges mutuels, ouverts à tous les peuples, utiles à l'emploi en Europe et au développement des nations du Tiers-Monde.

Le Meeting Européen est le cadre de travail où les Unions Nationales de toute l'Europe de l'Ouest et de l'Est se rencontrent pour réfléchir ensemble depuis de longues années. L'UNEF considère qu'il doit devenir de plus en plus le lieu où les Etudiants d'Europe pourront décider d'actions convergentes dans des domaines tels que la défense des droits des étudiants, la solidarité et la Paix.

Le Bureau d'Information des Etudiants Ouest Européens (WESIB) peut, quant à lui, être le siège d'échange d'informations sur les politiques universitaires gouvernementales et d'expériences sur les luttes et les rassemblements qu'elles suscitent.

L'UNEF attache de l'importance à ces structures de dialogue, de débat et de travail entre les Unions Nationales d'Etudiants. Sa contribution y est originale de par les orientations syndicales qu'elle s'est donnée et sa volonté de rassembler en toutes circonstances.

C'est dans cet esprit que l'UNEF s'engage dans la préparation du 13ème Festival Mondial des Jeunes et des Etudiants qui se déroulera à Pyongyang ( République Populaire Démocratique de Corée) l'été 898, pour en faire un grand rassemblement de luttes pour la Paix, l'amitié entre les peuples et la solidarité anti-impérialiste.